

FO se félicite de la décision du Conseil d'Etat quant à l'utilisation de drones

La Confédération générale du travail Force Ouvrière se félicite de la décision du Conseil d'Etat enjoignant « l'Etat de cesser de procéder aux mesures de surveillance par drone, du respect, à Paris, des règles de sécurité sanitaire ». Le Conseil d'Etat estime en effet que cet usage en ce qu'il constitue un traitement de données à caractère personnel « caractérise une atteinte grave et manifestement illégale au droit au respect de la vie privée ».

La Confédération FO rappelle que dès le 17 novembre, jour de l'ouverture du débat au parlement de la proposition de loi de sécurité globale elle avait, entre autres, alerté « sur l'utilisation de drones qui pourrait conduire à la surveillance de la population et à la mise en cause de la liberté d'aller et venir ou de manifestation. »

Cette décision ne peut que conforter la Confédération FO dont la Commission exécutive, réunie le 17 décembre, a réaffirmé et confirmé sa détermination à combattre toute remise en cause des droits et libertés fondamentales, dont les libertés syndicales, et de toutes dispositions allant dans ce sens qui doivent être retirées, contenues notamment dans la proposition de loi « sécurité globale » et les décrets sécurité intérieure.



FO sera toujours intransigeante à cet égard.

Paris, le 22 décembre 2020

Contact :

Yves VEYRIER
Secrétaire général

Secrétariat général

 yveyrier@force-ouvriere.fr
 01.40.52.86.01